

CORÉE DU SUD : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : [Les IDE en chiffres](#) | [Pourquoi choisir d'investir en Corée du sud](#) | [La protection des investisseurs étrangers](#) | [Les procédures relatives à l'investissement étranger](#) | [Les terrains et les immeubles](#) | [L'aide à l'investissement](#) | [Les opportunités d'investissement](#) | [Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres](#) | [Trouver de l'aide pour des informations complémentaires](#)

Les IDE en chiffres

Selon l'Étude sur l'investissement dans le monde 2023 de la CNUCED, les IDE vers la République de Corée ont chuté de 18,4 %, à 18 milliards USD en 2022, alors que le pays était le 20e bénéficiaire mondial. La même année, le stock total d'IDE s'élevait à 272,3 milliards USD, soit environ 16,4 % du PIB du pays. Selon le ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie (MOTIE), les promesses d'IDE vers la Corée du Sud ont augmenté de 7,5 % en glissement annuel en 2023, atteignant un pic sans précédent de 32,7 milliards USD, grâce aux bonnes performances des secteurs des puces, des batteries et des transports. Dans le secteur manufacturier, les IDE ont baissé de 4,5 % pour atteindre 11,9 milliards USD, tandis que le secteur des services a connu une hausse de 7,3 % pour atteindre 17,8 milliards USD, grâce aux investissements du fonds souverain d'Arabie saoudite et des sociétés financières. Les investissements en provenance de l'UE ont chuté de 17 %, à 6,2 milliards d'USD, en raison d'investissements importants antérieurs. Toutefois, la Corée a enregistré des augmentations significatives de la part de pays comme la France. Les investissements combinés de l'UE et du Royaume-Uni ont atteint 9,8 milliards d'USD, soit une hausse de 21,6 % en glissement annuel. Dans le même temps, les IDE en provenance des États-Unis et du Japon ont diminué pour atteindre respectivement 6,1 milliards d'USD (-29,4 %) et 1,3 milliard d'USD (-14,7 %), tandis que ceux en provenance de la Grande Chine ont bondi à 3,1 milliards d'USD, en hausse de 65,6 % par rapport à l'année précédente, retrouvant ainsi les niveaux d'avant 2022 après une baisse pendant la pandémie de COVID-19. En termes de stock, le Japon, les États-Unis, les Pays-Bas, Singapour et le Royaume-Uni détiennent la majeure partie des IDE, selon les données de l'OCDE. Les investissements ont été principalement orientés vers l'industrie manufacturière, la finance et l'assurance, le commerce, l'hôtellerie et l'immobilier.

L'attrait de la Corée du Sud en termes d'investissements directs étrangers résulte du développement économique rapide du pays et de sa spécialisation dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication. La Banque mondiale qualifie la République de Corée de pays dont l'environnement des affaires est très développé. Toutefois, malgré la sophistication et la complexité de l'économie, les investisseurs étrangers rencontrent des difficultés en raison du cadre réglementaire complexe, opaque et spécifique à la Corée du Sud. En outre, la compétitivité du secteur manufacturier du pays a été sapée notamment par des producteurs à bas coûts comme la Chine. Récemment, la République de Corée a choisi d'offrir un remboursement en espèces allant jusqu'à 50 % pour les investissements étrangers dans des secteurs critiques tels que les puces, les batteries et les vaccins. Les entités privées étrangères et nationales sont autorisées à créer et à posséder des entreprises commerciales et à participer à des activités lucratives dans de nombreux secteurs de l'économie. Néanmoins, des limitations à la propriété étrangère persistent dans 30 secteurs industriels en vertu de la loi sur les opérations de change (Foreign Exchange Transaction Act - FETA). En particulier, trois secteurs, dont la production d'énergie nucléaire, la radiodiffusion et la télédiffusion terrestre, restent fermés aux investissements étrangers. La Corée du Sud se classe au 10e rang parmi les 132 économies de l'indice mondial de l'innovation 2023 et au 14e rang sur 184 pays de l'indice de liberté économique 2023. En outre, elle occupe la 19e place dans l'indice de confiance des investissements directs étrangers 2023 de Kearney.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	8.765	22.060	17.996
Stocks d'IDE (millions USD)	260.801	280.085	272.328
Nombre d'investissements greenfield*	83	103	116
Value of Greenfield Investments (million USD)	3.710	4.965	13.405

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

STOCKS D'IDE PAR PAYS ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les pays investisseurs	2019, en %
Japon	24,0
États-Unis	16,0
Pays-Bas	9,0
Singapour	7,0
Royaume-Uni	7,0
Allemagne	4,0
Hong Kong	4,0
Chine	4,0

Les secteurs investis	2019, en %
Secteur manufacturier	36,0

Les secteurs investis	2019, en %
Finance et assurance	30,0
Vente en gros et distribution	7,0
Hébergement et restauration	6,0
Immobilier	5,0
Information et communication	3,0

Source : OCDE, *Extrait des Statistiques*, Dernières données disponibles.

Les formes de sociétés préférées par les investisseurs	Société à responsabilité limitée
Les formes d'établissements préférés par les investisseurs	Investissements dans les installations nouvelles (ceux pour la fabrication diffèrent des autres investissements dans des installations nouvelles, parce qu'ils ne comprennent pas que les établissements d'usine, mais aussi les établissements d'installations de vente).
Les principaux investisseurs	Connaître les histoires de réussites de l'IDE sur Investir en Corée.
Les sources statistiques	Statistiques d'Investir en Corée Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie (MOCIE) (en anglais) Bureau national des statistiques de Corée

Pourquoi choisir d'investir en Corée du sud

Les points forts	Les points forts de la Corée du Sud : • Une main-d'œuvre hautement qualifiée grâce à un système éducatif performant ; • Capacités avancées de R&D ; • Situation dominante dans l'électronique de pointe ; • Infrastructures de haute qualité ; • Vitalité du secteur bancaire ; • Forte position financière internationale (réserves de change et faiblesse de la dette extérieure) ; • Croissance des investissements en Asie ; • Consommateurs prêts à dépenser pour des produits de qualité ; • Haut niveau de revenu des ménages ; • Des infrastructures développées pour le fret aérien et maritime font du pays un centre logistique idéal pour une expansion vers d'autres marchés.
Les points faibles	Les points faibles de la Corée du Sud : • Les cadres réglementaires peuvent être restrictifs et opaques ; • Hypertrophie des grands groupes industriels (chaebols) ; • Le coût de la main-d'œuvre est relativement élevé ; • Une population qui vieillit ; • Fréquentes renégociations de contrats ; • Coût de l'immobilier (loué ou en propriété) ; • Des normes industrielles spécifiques à la Corée du Sud ; • Concurrence de la Chine dans l'industrie lourde ; • Dépendance aux importations en matières premières ; • Endettement des ménages et importance du chômage des jeunes ; • Tension régionale avec la Corée du Nord et la concurrence de la Chine (acier, construction navale, électronique).
Les mesures mises en place par le gouvernement	La loi sur la promotion des investissements étrangers a été promulguée pour soutenir et faciliter les efforts visant à attirer les investissements étrangers. La plupart des incitations à l'investissement étranger offertes par le gouvernement coréen sont fournies à travers : • Soutien fiscal (réduction de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, réduction de la taxe d'acquisition et de la taxe foncière, exception faite des droits de douane) • Subvention en espèces (frais d'achat du terrain, frais de location, subvention à l'emploi/à l'éducation/à la formation) • Soutien aux sites industriels (aide à l'implantation, subvention pour différence de prix de vente, réduction de loyer-subventionnée)

Il existe cependant des restrictions et des interdictions en matière d'investissement étranger dans les secteurs des administrations publiques, des organismes éducatifs, de la défense nationale, de l'énergie, des médias, etc. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Investir en Corée.

Le gouvernement sud-coréen a considérablement augmenté les incitations en espèces pour les entreprises étrangères afin d'encourager davantage d'investissements dans le pays. En 2021, les IDE à destination de la Corée du sud ont atteint la valeur historique de 29,51 milliards USD.

La protection des investisseurs étrangers

Les conventions bilatérales d'investissement signées par la Corée du sud	La Corée a signé de nombreuses conventions. La CNUCED vous permet de visualiser la liste des conventions signées par la Corée.
Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED	Le Navigateur ISDS contient des informations sur les cas d'arbitrage international connus, engagés par des investisseurs contre des États en vertu d'accords internationaux d'investissement. La République de Corée est impliquée dans 7 affaires en tant qu'État d'origine du demandeur et dans 7 affaires en tant qu'État défendeur.
Les organismes offrant leur assistance en cas de désaccord	ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre de commerce internationale ICSID , Centre international pour le règlement des disputes d'investissement
Membre de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	La Corée est membre de la MIGA. Le site de la MIGA propose une description détaillée de toutes les garanties qu'il propose.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Corée du sud	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	8,0	6,5	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	6,0	5,3	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	8,0	7,3	9,0	5,0

Source : *The World Bank - Doing Business*, Dernières données disponibles.

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La liberté d'établissement	Garantie.
La réglementation concernant les prises de participation	Possible.
Les obligations de déclaration	Un investissement étranger doit être déclaré en vertu de la Loi sur la promotion des investissements étrangers (FIPA) ou de la Loi sur les opérations de change. Une procédure d'enregistrement rapide est disponible pour les investissements directs étrangers (IDE) en vertu de la FIPA. Pour faire une demande, un IDE doit : • investir au moins 100 millions de KRW ; • acquérir au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société coréenne, ou posséder des actions d'une société coréenne et envoyer ou nommer un cadre dirigeant dans ou vers cette société coréenne.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	"Invest Korea"
Demande d'autorisation spécifique	La plupart des secteurs de l'économie sont ouverts aux investissements étrangers, à l'exception de quelques secteurs clés, par exemple : les télécommunications, la radiodiffusion, l'édition, les banques, la marine, l'aviation, l'agriculture, les ressources naturelles. Dans ces secteurs, la propriété étrangère est limitée à un pourcentage maximum ou soumise à une approbation réglementaire pour des raisons de sécurité nationale, de protection des technologies critiques, etc.

Les terrains et les immeubles

Les solutions temporaires	Il existe plusieurs solutions temporaires : bureau dans la maison privée du président dans les centres d'affaires, location de bureau dans les zones privilégiées pour investissement étranger, etc. Invest Korea Plaza (IKP) propose des espaces de bureau meublés et des complexes pour conférence de pointe pour les investisseurs étrangers.
La possibilité d'acheter un terrain ou un bâtiment industriel ou commercial	La propriété ou l'occupation de biens immobiliers par des étrangers n'est pas limitée, sauf si elle menace la sécurité nationale ou l'ordre public. Toutefois, un investisseur étranger doit obtenir l'autorisation des autorités gouvernementales compétentes pour acheter un terrain situé dans une zone d'installations militaires, une zone de protection des biens culturels, une zone de conservation de l'environnement ou une zone de conservation de la faune. Cliquer ici pour avoir des informations sur la Législation sur l'acquisition de terrain par les étrangers.
Les risques d'appropriation	En vertu de la loi coréenne, la propriété d'une entreprise à investissement étranger est protégée contre l'expropriation ou la réquisition. Lorsqu'une propriété privée est expropriée, elle ne peut être prise qu'à des fins publiques et uniquement de manière non discriminatoire, et les demandeurs sont protégés par un procès équitable. Les propriétaires ont légalement le droit d'être indemnisés rapidement à la juste valeur marchande. Il existe de nombreux cas d'expropriation en République de Corée, principalement pour des raisons publiques.

L'aide à l'investissement

Les formes d'aide	La plupart des incitations à l'investissement étranger offertes par le gouvernement coréen sont fournies à travers : ▪ Soutien fiscal (réduction de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, réduction de la taxe d'acquisition et de la taxe foncière, exception faite des droits de douane) ▪ Subvention en espèces (frais d'achat du terrain, frais de location, subvention à l'emploi/à l'éducation/à la formation) ▪ Soutien aux sites industriels (aide à l'implantation, subvention pour différence de prix de vente, réduction de loyer-subventionnée)
Les domaines privilégiés	Services d'assistance dans l'industrie, high tech, services de R&D, fabrication, tourisme, assistance sociale, etc.
Les zones géographiques privilégiés	Pour les entreprises installées dans des complexes industriels situés à proximité d'un port ou d'un aéroport, il est facile de s'engager dans des activités de commerce international. C'est le cas des zones autour des aéroports internationaux, terminaux de cargos, complexes de distribution, etc. Les zones franches coréennes (KFEZ) visent à renforcer la concurrence nationale pour les entreprises et à promouvoir un développement régional équilibré en améliorant les conditions de vie et l'environnement commercial des étrangers en Corée du Sud. Les zones franches coréennes offrent des incitations importantes telles que des avantages fiscaux, un soutien aux entreprises, une déréglementation, un soutien administratif et des services à guichet unique pour la réussite de votre entreprise.
Les zones franches	Il existe sept zones franches : ZFE d'Incheon, ZFE de Busan-Jinhae, ZFE de la baie de Gwangyang, ZFE de la mer Jaune, ZFE de Daegu-Gyeongbuk, ZFE de la côte Est et ZFE de Chungbuk. Pour plus d'informations, cliquez ici.
Organismes d'aides publiques et de financement	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie (MOCIE), Gouvernements locaux.

Consultez [French Desk](#) pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Corée du sud.

Les opportunités d'investissement

Les secteurs économiques clés	Construction navale, semi-conducteurs, automobile et pièces automobile, électronique (télévisions, téléphones portables, etc.), cosmétique, services éducatifs, industrie de défense, production télévisuelle et musicale (importante exportation de la culture coréenne), textile.
-------------------------------	--

Les secteurs à fort potentiel	Aérospatiale, biotechnologies, expositions, industrie de l'environnement, techniques de l'informations, logistique, nano-industrie, cyber-sécurité, énergie renouvelable, R&D, développement immobilier, systèmes embarqués, industrie 4.0, tourisme, chimie, industries à risque.
Les programmes de privatisation	Parmi les dernières privatisations en Corée du Sud figurent les banques d'État telles que la Korea Development Bank et la Woori Bank, partiellement vendues en décembre 2016. Cependant, le gouvernement est actuellement au point mort dans sa tentative de privatiser entièrement Woori Financial Holdings en raison du faible prix de ses actions dû à la volatilité croissante du marché déclenchée par la pandémie COVID-19. La privatisation de la compagnie maritime HMM est également prévue pour 2022.
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Service des marchés publics (en anglais) , Appels d'offres Banque asiatique de développement , Appels d'offres en Asie DgMarket , Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques	Certains secteurs sont complètement fermés aux IDE : • Énergie nucléaire ; • Radiodiffusion et télédiffusion ; D'autres secteurs où les IDE sont restreint (entre 25 et 49%) : • Énergie hydroélectrique et thermique ; • Publication de journaux ; • Services de télécommunications (Internet, télévision satellite). Enfin, dans de nombreux secteurs, les IDE ne peuvent pas dépasser 50%. Le gouvernement se réserve le droit d'approuver les investissements étrangers dans le domaine de la défense.
------------------------------	--

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement	Investir en Corée (Invest Korea) Agence coréenne de promotion de l'investissement et des échanges (KOTRA)
Les autres ressources utiles	Bureau de planification des zones économiques franches
Les guides de l'investisseur	Faire des affaires en Corée du Sud (Thomson Reuters Practical Law) Exporter en Corée (Export.gov)

Contactez l'équipe [BNPP Trade Development](#) pour trouver un expert prêt à vous accompagner en Corée du sud.

Consultez [French Desk](#) pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Corée du sud.